



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale des Territoires
Service Environnement – Eau – Préservation des Ressources
Cellule Procédures Environnementales**

AP n° 2020-DIV-88

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
portant modification des prescriptions de l'arrêté n° 97.A.44.IC du 25 juillet 1997
Société CHIMIREC VALRECOISE à SAINT BRICE-COURCELLES**

**Le Préfet de la Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement, et notamment, le livre V, titre I, parties législatives et réglementaires relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée à l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 portant création de la rubrique 2718 « Installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793 » ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 97.A.44.IC du 25 juillet 1997 autorisant la Société CHIMIREC VALRECOISE, dont le siège social se situe Route industrielle – Z.I. Sud – 60130 SAINT JUST EN CHAUSSÉE, à exploiter un établissement spécialisé dans le regroupement d'huiles usagées provenant de la collecte spécifique de ces produits ;

Vu la demande par courriel en date du 26 mai 2020 de la société CHIMIREC VALRECOISE dans laquelle elle sollicite l'intégration dans son arrêté de la rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 18 juin 2020.

Considérant que la modification sollicitée par la société CHIMIREC VALRECOISE ne nécessite pas de nouvelle demande d'autorisation avec enquête publique ;

Considérant que l'installation susvisée est également visée par la rubrique 3550 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Cette modification ne nécessite pas de nouvelle demande d'autorisation avec enquête publique ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier les prescriptions de l'arrêté n° 97.A.44.IC du 25 juillet 1997 pour tenir compte de ces modifications.

ARRETE :

Article 1 :

La société CHIMIREC VALRECOISE, dont le siège social se situe Route industrielle-Z.I. Sud - 60130 SAINT JUST EN CHAUSSÉE, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 97.A.44.IC du 25 juillet 1997, modifiées et complétées par celles du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation de son établissement spécialisé dans le regroupement et le stockage d'huiles usagées situé chemin du Maire à Saint Brice-Courcelles (51).

Article 2 :

Le tableau des rubriques des installations classées figurant à l'article 1.2 de l'arrêté du 25 juillet 1997 est remplacé par le tableau suivant :

| Désignation | Rubrique | Régime | Quantité / Unité |
|---|----------|--------|---|
| Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges. | 2718 | A | 4 cuves de 65 m ³ d'huiles usagées 2 cuves de 65 m ³ d'eaux hydrocarburées soit 390 tonnes |
| Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérés aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte. | 3550 | A | |

Article 3 :

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication d'un recours contentieux, devant le Tribunal administratif de Châlons en Champagne, soit par courrier, soit par le biais du site de téléprocédures www.telerecours.fr.

Article 4 :

Le présent arrêté sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Marne. Il sera également publié, aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux de la presse locale ou régionale diffusés dans le Département.

Article 5 :

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est, Madame la Directrice départementale des territoires et l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Une copie sera adressée pour information à la délégation territoriale Marne de l'agence régionale de santé

(ARS), au service départemental d'incendie et de secours et à la direction de l'agence de l'eau.

Châlons-en-Champagne, le **21 JUL. 2020**

Pour le Préfet, et par délégation, le sous-préfet de
Reims, Secrétaire Général par suppléance



Jacques LUCBEREILH

